

CONTRÔLE D'ACCÈS DANS UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE



Le département du Morbihan augmente son niveau de sûreté avec la solution Protecsys 2 Suite d'Horoquartz.

Le Conseil Départemental du Morbihan compte 2800 agents répartis sur 70 sites et 42 collèges publics. Initialement utilisateur d'**eTemptation** pour sa gestion des temps et son module de contrôle des accès de premier niveau, le département a augmenté son niveau de sûreté avec la solution Protecsys 2 Suite d'Horoquartz afin d'améliorer la sécurisation de ses bâtiments. Le déploiement a été réalisé dans le respect de la réglementation CNIL et véritablement accompagné par l'équipe projet et les élus.



Les enjeux

- Renforcer la sécurité des E.R.P.
- Supprimer les clés

Les bénéfices

- Paramétrage simple
- Un outil fiable et simple d'utilisation
- Une solution compatible avec l'outil de gestion des temps **eTemptation**

La solution retenue

- Le module P2 Access de la solution Protecsys 2 Suite

Les chiffres

- 2800 agents
- 70 sites
- 42 collèges publics

Entretien avec Franck ENJALBERT, Chef de projet informatique, Département du Morbihan.

Un renfort de sécurité exigé

En 2015, le département du Morbihan n'a pas échappé à la directive préfectorale exigeant des E.R.P. (Etablissements Recevant du Public) qu'ils renforcent la sécurité des infrastructures, comme se souvient Franck Enjalbert. « Suite aux attentats, la préfecture a augmenté le niveau du plan Vigipirate. Il nous a été demandé de renforcer la sécurité périmétrique de nos bâtiments.

Concrètement, ce qui nous a été demandé était "une obligation d'amélioration de sécurisation du bâtiment" que nous avons traduit par du contrôle d'accès. On aurait pu faire le choix d'une surveillance humaine, mais cela aurait multiplié le nombre de gardiens et étendu leurs horaires de travail. Le contrôle d'accès était une manière plus simple d'aborder le sujet. »

Un 1^{er} bâtiment « pilote »

Pour répondre à cette obligation de sécurité, les équipes de la Direction des Bâtiments et la DSI ont pris le dossier à bras le corps et étudié les possibilités. « Historiquement nous utilisions **eTemptation** pour la gestion des temps de nos agents. Nous disposions du module HQ Access qui était intégré dans cette solution pour contrôler quelques portes, mais son utilisation était limitée. Nous avions besoin de fonctionnalités plus évoluées pour améliorer notre sécurité, il nous fallait donc étudier d'autres solutions. »

Le bâtiment principal de l'Hôtel du Département de Vannes a servi de "bâtiment pilote" dans cette phase de réflexion. « Nous avons fait une première étude de nos besoins sur le bâtiment pilote et avons constaté que HQ Access ne pouvait plus répondre à notre demande. Nous avons donc ouvert notre réflexion à un véritable logiciel de contrôle d'accès. Pour commencer, on a fait un cahier des charges de nos besoins. Nous souhaitions vérifier que Protecsys 2 Suite était capable de

HOROQUARTZ

A COMPANY OF THE **AMANO** GROUP

VALEUR HUMAINE | VALEUR AJOUTÉE

CONTRÔLE D'ACCÈS DANS UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

répondre à nos exigences avant d'ouvrir une consultation. **P2S** a répondu à tous nos critères et aussi à des potentiels besoins ultérieurs comme le contrôle en entrée et en sortie avec des états des présents à un instant T ou encore la détection intrusion. Nous avons donc signé avec Horoquartz. Evidemment, le fait que les agents avaient déjà des badges pour pointer était un atout supplémentaire car nous conservons la compatibilité avec l'existant. »

Un déploiement étendu à 11 sites

Le déploiement s'est ensuite étendu à 11 sites du département : le centre d'exploitation et de maintenance des équipements routiers, certains centres médico-sociaux qui accueillent du public, le château de Kerguéhennec également ouvert au public, etc.

« Depuis 2016 et la migration de HQ Access vers **P2S** sur l'Hôtel du Département, l'extension s'est poursuivie sur les autres points de contrôle des bâtiments. Chaque nouveau bâtiment construit se voit intégré dans le système de contrôle d'accès, s'il y en a l'utilité. A chaque fois que nous faisons des travaux sur les bâtiments, nous réintégrons le contrôle d'accès si c'est nécessaire. Aujourd'hui nous en sommes à 130 accès contrôlés, par badges ou par codes, notamment les entrées principales, les salles serveurs, les classothes, des locaux techniques (Tableau Général Basse Tension, Centrale de Traitement d'Air...), des locaux d'entretien... »

Des règles de gestion encadrées et votées

Les règles de contrôle d'accès édictées par l'équipe projet ont été votées par les élus

du département avant le déploiement de la solution. « L'objectif était de faire valider les règles par les instances paritaires et les élus pour qu'à la mise en route nous n'ayons pas de levée de boucliers inopinée » comme l'explique Franck Enjalbert. Ces règles concernaient par exemple les procédures de fourniture des badges, l'identification des personnes en charge, la procédure de demande ou de suppression de droits d'accès, la définition des droits par défaut.

Un véritablement accompagnement des agents

Toutes ces règles ont été accompagnées par une importante communication auprès des usagers. « Nous les avons informés sur l'aspect légal du logiciel. Nous avons rappelé que conformément à l'avis de la CNIL la traçabilité des accès est au maximum de 3 mois soit 92 jours et qu'au-delà elle sera effacée. Nous nous sommes engagés à ne jamais répondre à une demande hiérarchique qui viserait à connaître le parcours d'un agent... »

Pour cela, des réunions dans l'hémicycle ont été organisées pour rappeler les modalités et l'encadrement légal de la solution, ainsi que les nouvelles règles d'accès aux locaux (le fonctionnement du contrôle d'accès, les plages horaires autorisées, les accès aux parkings...).

Des règles d'accès pour sécuriser les bâtiments et les agents

12 profils horaires et plus de 50 groupes d'accédants sont paramétrés dans l'outil. L'attribution de droits se fait par groupe en fonction du site, du métier et de la catégorie d'agents. « Avant, certains agents détenaient des clés et venaient travailler

le week-end. Désormais, une plage horaire d'accès a été définie et les gens y sont contraints. Nous ne constatons plus de dérive de la part d'agents qui viennent 15 min avant l'horaire pour commencer plus tôt. Cela sécurise les bâtiments et les agents dans les bâtiments. »

« Des dérives d'usage étaient aussi régulièrement constatées en journée car des personnes étrangères aux services pouvaient rentrer à tout moment dans le bâtiment » se rappelle Franck Enjalbert. « Par exemple, les jours de marché, du public se garait sur nos parkings et traversait les bâtiments pour un trajet plus direct au lieu de les contourner... ce pouvait être un véritable hall de gare ! »

Des bénéfices tangibles

« Auparavant, l'administration quotidienne du contrôle d'accès passait par la DSI. Aujourd'hui nous pouvons déléguer la gestion des droits d'accès à nos hôtes d'accueil. Elles reçoivent les demandes par mail et peuvent affecter ou retirer les droits en fonction des demandes. La DSI n'intervient qu'en support ou en gestion de crise. »

« Comparativement aux clés, le système Protecsys permet plus facilement d'attribuer ou de retirer des droits, et ça se fait instantanément ! De plus, changer les clés et les serrures coûte cher, et il faut régulièrement refaire des jeux de clés » conclut Franck Enjalbert.

À PROPOS D'HOROQUARTZ

Créée en 1971, la société Horoquartz a aujourd'hui trois domaines d'expertise :

- **Les solutions d'optimisation des ressources humaines avec la suite logicielle eTemptation**, qui propose des modules de gestion des plannings, gestion des temps, suivi des activités et décisionnel.
- **Les systèmes de sûreté et sécurité avec Protecsys 2 Suite** (contrôle d'accès, détection intrusion, supervision, vidéosurveillance, gestion des visiteurs, serrures autonomes).
- **L'automatisation des processus RH avec Process4people** une solution pour mieux gérer le parcours opérationnel du collaborateur.